

Flers Agglo

Communauté d'agglomération

Date	Délibération	Nature	Folio n°
18.06.2026	2026-143	5.6	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

SEANCE N° 03 DU 18 JUIN 2026

65 questions, numérotées 2026-82 à 2026-146

DELIBERATION

ELUS COMMUNAUTAIRES DROIT A LA FORMATION DETERMINATION DES ORIENTATIONS ET REPARTITION DES CREDITS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à la Salle Culturelle de la Varenne - Rue Jean Dumas - 61440 Messei, sous la présidence de Jérémy PRÉVOST, Président de Flers Agglo.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : José COLLADO (La Ferté Macé), Jacques FORTIS (Briouze), Sylvie THIEULENT (La Selle la Forge), Stéphan GRAVELAT (Les Monts d'Andaine), Gilles RABACHE (Caligny), François BAILLE (Athis Val de Rouvre), Betty GUÉRIN (La Ferrière aux Etangs), Tâm NGUYEN (Flers), Thierry AUBIN (Messei), Agathe VERGER (Flers), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Marie LENGLINE (Aubusson), Bruno AUVRAY (Le Grai), Gilles PETIT (Athis Val de Rouvre) et Jacky LECOQ (La Coulonche).

Conseillers titulaires : Annette HAMMELIN, Nathalie MASSEAU et Marion DAVID (Athis Val de Rouvre), Jean-Louis PELLERIN (Banvou), Alexandra TERTRE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Johnny SUZANNE (Berjou), Véronique NOËL (Briouze), Xavier DE SAINT POL (Cahan), Agnès MORICE (La Chapelle au Moine), Brigitte QUENTIN (La Chapelle Biche), Didier LANGLIN (Le Châtellier), Daniel BIGEON (Dompierre), Sandrine LEROYER (Durcet), Claude GASNIER (Echalou), Jérôme PALLIGEN (La Ferrière aux Etangs), Yvon FRÉMONT, Antigone GEORGALAS, Linda CARRILHO DE ALMEIDA, Mickaël CHATELIN et Michel LEROYER (La Ferté Macé), Jean-François BRISSET, Armelline SALLIOT, Axel MOREL, Pauline DUCHESNE, François LEPRINCE, Emmanuelle BERGOT, Frédéric GAUCHÉ, Chantal GAUMER, Georges LAVIGNE, Andrée DUVAL, Stéphane BENIS, Valérie GAUTRIN, Luca PEYRELADE, Gaëlle PIOLINE, Leïla HARDY et Lori HELLOCO (Flers), Pascal LECERF et Anne GOUELIBO (La Lande Patry), Rachel DELAPORTE (La Lande Saint Siméon), Jérémy DUVAL (Landigou), Hervé GOUÉREC (Landisacq), Bernard MÉSENCE (Lonlay le Tesson), Nicolas DAVY (Le Méné de Briouze), Gilbert GUERIN (Méné Hubert sur Orne), Isabelle RENAULT (Messei), Antoine GERARD (Montilly sur Noireau), Marilyne CORREYEUR (Les Monts d'Andaine), Jean-Luc LEPORTIER (Pointel), Jacques GALLE (Saint André de Messei), Christophe AMICE (Saint Clair de Halouze), Stéphane TERRIER, Richard PICOT, Sophie LEFAIVRE et Thierry CHOTTARD (Saint Georges des Groseillers), Stéphane JENVRIN (Saint Paul), Thierry RAUX (Saint Philbert sur Orne), Christian JENVRIN (Saint Pierre du Regard), Emmanuel LE SECQ (Sainte Honorine la Chardonne), Marc SIMON (Saint Opportune) et Charlie LETETREL (Saires la Verrerie).

Conseillers suppléants : Matthieu MONZON (Aubusson), Alain ALMEIDA (Banvou), Sandrine DESTAIS (La Bazoque), Jacqueline ONFRAY (Bellou en Houlme), Bénédicte BON (Berjou), Isabelle BLAIS (Cahan), Laurence COTARD (Caligny), Julie BOURDON (Cerisy Belle Etoile), Jean-Jacques ALEXANDRE (La Chapelle au Moine), Gérard ZANETTI (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), Stanislas BISSON (La Coulonche), Kilian PRÉVOTS (Dompierre), Jean-Pierre GOSSELIN (Durcet), Nathalie GALLOT (Echalou), Françoise BLANDIN (Le Grai), Pierre ALIX (La Lande Saint Siméon), Nathalie LIEFOOGHE (Landigou), Dominique TERREAU (Landisacq), Claude PELOUIN (Lonlay le Tesson), Ludovic GUITTON (Le Méné de Briouze), Stéphane LOUVEAU (Méné Hubert sur Orne), Françoise GRASSET (Montilly sur Noireau), Thibault GALLOT (Pointel), Fabien LABAISSE (Saint André de Messei), Angélique LAURENT (Saint Clair de Halouze), Laurent BOUQUEY (Saint Paul), Margaret BRAULT (Saint Philbert sur Orne), Maëlle GUYOT (Saint Pierre du Regard), Didier BESNARD (Sainte Honorine la Chardonne), Sylvie LEBLOND (Sainte Opportune), Dominique DUFAY (Saires la Verrerie) et Franck STEFFEN (La Selle la Forge).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions
Nicolas DAVY	Ludovic GUITTON	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandant	Mandataire	Questions
	Georges LAVIGNE Jérôme PALLIGEN Rachel DELAPORTE Anne GOUELIBO Marilyne CORREYEUR Agnès MORICE Leïla HARDY Pauline DUCHESNE Chantal GAUMER	Armelline SALLIOT Betty GUERIN Emmanuel LE SECQ Pascal LECERF Stéphan GRAVELAT Jérémy PREVOST Gaëlle PIOLINE Jean-François BRISSET François LEPRINCE	Ensemble de la séance
	Frédéric GAUCHE	Emmanuelle BERGOT	2026-101 à 2026-146

Excusés : Jean-Luc LEPORTIER (2026-82 et 2026-83) – Sandrine LEROYER (2026-96 à 2026-146) – Charlie LETETREL (2026-114 à 2026-146)

Absents : Stéphane TERRIER (2026-82 à 2026-95) – Brigitte QUENTIN et Michel LEROYER (ensemble de la séance)

Question	Présents	Votants
2026-82 et 2026-83	64	73
2026-84 à 2026-100	65	74
2026-101 à 2026-113	64	74
2026-114 à 2026-146	63	73

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance :	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
11.06.2026	19 H 40	Véronique NOËL	22 H 15	19.06.2026	25.06.2026

R A P P O R T

Présenté par
Jérémy PRÉVOST
Président

Flers Agglo		N°	Date	Question	
ENSEMBLE 5 Commission Compétences non déléguées, Ressources humaines, Systèmes d'information		01	04.06.2026	4	
CONSEIL	Séance	03	18.06.2026	N° d'ordre	N° délibération
				62	2026-143

OBJET	ELUS COMMUNAUTAIRES – DROIT A LA FORMATION – DETERMINATION DES ORIENTATIONS ET REPARTITION DES CREDITS
--------------	---

LC/EA

Chers Collègues,

Le droit individuel à la formation des élus a été affirmé par la loi n°92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, et renforcé par la loi n°2019-1461 qui a habilité le gouvernement à légiférer par ordonnance pour réformer la formation des élus locaux (ordonnance des 21 et 28 janvier 2021 ratifiées).

Ce droit est reconnu par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui dispose dans son article L. 2123-12 que « **Les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres.** »

L'article 2123-12 ajoute que le conseil municipal « **détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre** ».

L'article L5216-4 du CGCT précise que les dispositions relatives aux conditions d'exercice des mandats municipaux sont applicables aux membres du conseil d'une communauté d'agglomération, sous réserve des dispositions qui leur sont propres.

Ce droit est ouvert aux membres des assemblées délibérantes, qu'il fasse partie ou non de l'exécutif.

L'assemblée doit ainsi se déterminer pour statuer sur les objectifs de formation des élus qui s'inscrivent dans une démarche d'acquisition de connaissances et de compétences directement liées à l'exercice du mandat d'élu local. En ce sens, il est proposé que les champs d'action des commissions communautaires définissent les objectifs principaux des formations. De plus, ils seront complétés par les axes de travail prioritaires suivants :

- 1- Comprendre le fonctionnement d'une collectivité territoriale
- 2- Appréhender les finances locales

Les frais de formation des élus constituent une dépense obligatoire dont le montant est arrêté par délibération dans la limite exprimée par l'article L.2123-14 du CGCT qui stipule : « **le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la commune** ».

Pour information, les dépenses de formation comprennent les frais pédagogiques, mais également, les frais de déplacement et de séjour dans la limite du décret 2006-781 du 3 juillet 2006, fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat. L'article L2123-14 du CGCT prévoit en outre de couvrir les pertes de revenus éventuellement subies par un élu salarié qui exercerait ce droit.

Flers Agglo Communauté d'agglomération	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	18.06.2026	2026-143	5.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

Pour mémoire, au regard des besoins de formation pressentis, l'exercice en cours prévoit l'inscription d'un crédit global prévisionnel **de 10.000 €**.

Enfin, le CGCT prévoit qu'« **un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal** ». Cette disposition prendra la forme d'une délibération annuelle.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 – DETERMINER** les objectifs de formation des élus communautaires dans les conditions ci-dessus exposées.
- 2 - ARRETER** le montant et la répartition de l'enveloppe des crédits de formation à 10.000 € annuel.
- 3 – PREVOIR** le montant provisionnel obligatoire au budget de chaque année.
- 4 - CHARGER** Monsieur le Président ou son représentant de mettre en place les modalités pratiques de la formation des élus dans le respect des orientations décrites ci-dessus.
- 5 – SPECIFIER** que, chaque année, un bilan sera établi à l'occasion du débat annuel sur la formation des élus.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ.

La Secrétaire de séance,

Le Président,

Véronique NOËL

Jérémy PRÉVOST

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-200035814-20260618-2026-143-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/06/2026
Publication : 25/06/2026